



A la FNPOS CGT

Aux UD de Midi-Pyrénées,
Au Comité Régional Midi-Pyrénées,
Aux syndicats de la FNPOS Midi-Pyrénées

NOUS REFUSONS LA NEGOCIATION !

Les syndicats de la Fédération Nationale du Personnel des Organismes Sociaux de Midi-Pyrénées, réunis ce jour en réunion régionale, sont atterrés par le communiqué commun publié le 23 février 2016 après la réunion de dix organisations syndicales à l'initiative de la CGT.

Nous nous prononçons pour le retrait immédiat et sans conditions du projet de loi dit El Khomri, car il ne s'agit pas de « risques » pour les salariés et les jeunes. Ce texte jette les travailleurs en pâture au patronat, en réduit les droits des salariés et en abroge des conquêtes sociales majeures.

Nous nous interrogeons sur le paragraphe : « elles conviennent de travailler ensemble sur la construction de droits nouveaux ». En effet, il conviendrait en préalable de travailler ensemble à la construction du rapport de force qui permettra le retrait de ce projet de loi.

Pour nos syndicats, il n'est pas question d'engager la négociation sur ce projet rétrograde alors que des salariés se battent pour préserver leurs acquis, luttent contre les attaques patronales et que des camarades sont jetés en prison, convoqués par les forces de l'ordre ou licenciés en raison de leur engagement aux côtés des salariés.

A l'heure où le monde du travail fait l'objet d'attaques sans précédent, la CGT ne peut rester dans la conciliation et la négociation. Tous nos secteurs d'activité seront frappés de plein fouet par cette loi, si le projet venait à passer. Nombreux sont les secteurs en lutte dans notre fédération. Il est temps de coordonner ces luttes et d'impulser un rapport de force pour faire échec au projet du gouvernement.

Nous considérons qu'il est de la responsabilité de toute la CGT, de notre Fédération et de la Confédération d'œuvrer et d'impulser la construction d'un grand mouvement social par la mise en place d'un calendrier de mobilisation avec des dates d'actions rapprochées pour aboutir au retrait du projet de loi dit El Khomri et à la conquête de « droits nouveaux ».

Ce calendrier doit commencer par un appel à la mobilisation avec grève et manifestation dès le 9 mars 2016, suivi du 31 mars et pour les jours qui suivront.

Il n'est plus l'heure de tergiverser, il faut relever la tête et **s'engager tous ensemble dans l'action.**

**Les syndicats de la FNPOS
présents à la réunion régionale
du 26 février 2016**